

Bulletin du FMI

RÉFORME FINANCIÈRE

Les secteurs financiers des 25 principales économies soumis au contrôle du FMI

Bulletin du FMI en ligne
27 septembre 2010



Soucieux de renforcer l'évaluation des secteurs financiers après la crise mondiale, les dirigeants du G-20 ont montré que les difficultés d'un pays peuvent se propager au reste du monde.
(image : Toby Melville/Reuters)

- Le volet stabilité du Programme d'évaluation du secteur financier (PESF), jusqu'à présent facultatif, est désormais obligatoire
- Les 25 secteurs financiers les plus intégrés soumis à l'évaluation du FMI tous les 5 ans
- Cette décision renforce et intègre la surveillance financière et économique par le FMI

Les pays dont les secteurs financiers ont la plus forte incidence sur la stabilité financière mondiale sont désormais tenus de se soumettre à une évaluation approfondie de leur santé financière par le Fonds monétaire international tous les cinq ans.

La décision cruciale, prise par le Conseil d'administration du FMI le 21 septembre, transforme le volet stabilité financière du programme facultatif d'[Évaluation du secteur financier](#) (PESF) en une composante obligatoire de la surveillance des 25 principaux secteurs financiers du monde par le FMI.

La crise économique mondiale a montré que les effets économiques dévastateurs de la crise financière peuvent se propager d'un pays à l'économie mondiale. La décision que vient de prendre le Conseil d'administration du FMI est une étape marquante vers le renforcement de la surveillance par le FMI des pays dont le secteur financier peut avoir une lourde incidence sur la stabilité du système financier mondial. Il s'agit de l'une des mesures clés prises par le FMI pour actualiser son mandat et les modalités de sa mission de surveillance, à l'issue de la récente crise; elle est conforme à l'engagement des dirigeants du Groupe des vingt économies avancées et émergentes lors du sommet de Washington en novembre 2008 afin de soumettre les secteurs financiers à une surveillance étroite.

Le FMI a choisi 25 pays (voir encadré) en fonction de la taille de leur secteur financier et de leur degré d'intégration à d'autres secteurs financiers. Les critères du FMI ne sont pas basés sur l'importance économique ou politique générale des pays et feront l'objet d'un réexamen périodique à mesure que les secteurs financiers se développeront et que leur taille et leur degré d'intégration évolueront au fil du temps.

Englober l'ensemble des questions liées à la stabilité financière

Les 187 pays membres du FMI sont déjà tenus de faire l'objet d'un examen annuel de leur santé financière avec les consultations au titre de l'article IV. Le PESF donne par ailleurs l'occasion à tous les pays membres de se soumettre volontairement à une évaluation complète de leur secteur

financier. Plus des trois-quarts des États membres du FMI se sont déjà portés volontaires pour faire l'objet d'un PESF. Tous les PESF comportent une évaluation en profondeur de la stabilité financière par les services du FMI. En outre, dans les pays en développement et émergents, les PESF comprennent une évaluation des aspects relatifs au développement et aux questions structurelles du secteur financier qui est réalisée par la Banque mondiale.

Les 25 économies les plus intégrées

Allemagne
Australie
Autriche
Belgique
Brésil
Canada
Chine
Corée du Sud
Espagne
États-Unis
France
Hong Kong RAS
Inde
Irlande
Italie
Japon
Luxembourg
Mexique
Pays-Bas
Royaume-Uni
Russie
Singapour
Suède
Suisse
Turquie

- Les évaluations du secteur financier portent sur les aspects suivants : solidité du système bancaire et du secteur financier en général; réalisation de tests de résistance; examen de la qualité des établissements bancaires, des assurances et de la supervision du marché financier au regard des normes internationales; évaluation de l'aptitude des régulateurs, des superviseurs et des dispositifs de protection financière à traiter efficacement les tensions systémiques. Si les évaluations de la stabilité financière ne portent pas sur la santé individuelle des institutions financières et ne peuvent donc permettre de prévoir ou de prévenir les crises financières, elles cernent les principaux facteurs de vulnérabilité qui peuvent déclencher une crise.

- L'évaluation du développement du secteur financier porte sur la qualité du cadre légal et de l'infrastructure financière, notamment les systèmes de paiements et de règlements; elle identifie les obstacles à la compétitivité et à l'efficacité du secteur et en analyse la contribution à la croissance et au développement économiques. Les questions relatives aux services bancaires et au développement des marchés de capitaux intérieurs ont une importance particulière dans les pays à faible revenu.

La récente décision du Conseil comble le vide entre les consultations au titre de l'article IV et les PESF effectués par le FMI et accroît considérablement la composante financière de ces consultations par le volet analyse des risques en se concentrant sur les grands secteurs financiers. Les questions de développement du secteur financier sont bien évidemment importantes dans le cas des économies en développement et émergentes où celui-ci peut aussi avoir une incidence sur la stabilité financière. L'analyse du développement du secteur financier, dans le cadre des PESF, restera donc une composante offerte par la Banque mondiale à la demande de ces pays, comme c'est le cas à l'heure actuelle. Le FMI et la Banque mondiale continueront à collaborer étroitement dans ces pays.

L'évaluation de la stabilité financière des pays couvrira trois aspects fondamentaux.

- **Les risques** — source, probabilité et impact potentiel des principaux risques pour la stabilité financière
- **Les politiques** — cadre de politique de stabilité financière des pays

- **La résolution des crises** — capacité des autorités à gérer et résoudre une crise financière

En règle générale, les rapports établis par le FMI dans le cadre de PESF sont rendus publics par les pays concernés et servent à améliorer le fonctionnement de leur secteur financier.